

Osman Kavala, voix culturelle des sans-voix

Un entretien avec Ahmet Insel

Propos recueillis par Béatrice Hibou

Sociétés politiques comparées
43, septembre-décembre 2017
ISSN 2429-1714

Article disponible en ligne à l'adresse : http://www.fasopo.org/sites/default/files/charivaria1_n43.pdf
Citer le document : « Osman Kavala, voix culturelle des sans-voix », un entretien avec Ahmet Insel, *Sociétés politiques comparées*, 43, septembre-décembre 2017.

A l'automne 2017, l'arrestation, puis la mise en détention provisoire d'Osman Kavala, figure éminente de la scène et du mécénat culturels en Turquie depuis une vingtaine d'années, ont rappelé l'ampleur de la répression qui ravage ce pays, bien au-delà des seuls cercles fethullahci ou des militaires soupçonnés d'avoir trempé dans la tentative de coup d'Etat de 2016. Mais l'inculpation d'Osman Kavala, au nom de chefs d'accusation ubuesques, marque une nouvelle étape. Les universitaires, les journalistes, les avocats, les Fethullahci traduits devant les tribunaux l'avaient été jusqu'alors sur la base de faits précis qui leur étaient reprochés : signature de pétitions ou d'articles, détention d'un compte dans une banque affiliée à la néo-confrérie de Fethullah Gülen, etc. Ces chefs d'accusation étaient spéciux, généralement scandaleux, souvent empreints de paranoïa, et constituaient autant de dénis de l'Etat de droit et de la démocratie. Néanmoins, ils faisaient semblant de s'embarrasser d'un minimum de factualité. Rien de tel pour Osman Kavala, que l'on soupçonne, en toute simplicité, d'avoir participé à la préparation du putsch de 2016 et au « complot » de Gezi en 2013, sans qu'une ombre de vraisemblance puisse étayer l'incrimination au regard de son parcours personnel, que restitue Ahmet Insel dans l'entretien qui suit.

Les autorités signifient ainsi que l'absurdité devient leur régime de vérité. Dès lors, tout un chacun peut être frappé, sous n'importe quel prétexte. Un climat de peur s'instaure, dont la perplexité et les conjectures sont le moteur. Osman Kavala est-il l'otage de la tension entre Recep Tayyip Erdoğan et Angela Merkel ? Il a été interpellé dans l'avion qui le ramenait d'un séminaire à Gaziantep, consacré aux réfugiés syriens, auquel contribuait le Goethe-Institut, fait-on valoir. Et d'arguer de la détention de plusieurs citoyens germano-turcs ces derniers mois... Osman Kavala ne serait-il pas plutôt une monnaie d'échange entre Ankara et Washington, dans le cadre du différend qui oppose les deux capitales au sujet du soutien apporté à la filiale syrienne du PKK, de la demande d'extradition de Fethullah Gülen, et de la ténébreuse affaire Reza Zerrab, qui jette une lumière intrigante sur les accointances diplomatico-financières entre la Turquie, l'Azerbaïdjan et l'Iran ? L'instruction mêle en effet son cas à celui d'un agent turc du consulat américain, et aux accusations portées contre Henri Barkey, ancien conseiller du Département d'Etat sous la présidence Clinton, supposé avoir été à la manœuvre au cours de la préparation du coup d'Etat, dans la veine délirante des théories complotistes qui dévastent le paysage médiatique turc... L'implication de celui-ci, frère d'une sociologue réputée pour ses recherches sur l'Empire ottoman, et d'origine juive stambouliote, ne donne-t-elle pas alors tout son sens à la philippique de Recep Tayyip Erdoğan, faisant d'Osman Kavala le « Soros turc », non sans insinuer, sous une forme subliminale que chacun peut comprendre dans le pays, qu'il serait peut-être bien un *dönme* (un juif de Thrace converti au xvii^e siècle), comme pourrait le suggérer son patronyme, et tout comme l'aurait été Mustapha Kemal, natif de Salonique, au dire des cercles islamistes¹ ? Etc., etc.

Il est clair, depuis 2013, que la Turquie est retombée dans l'ornière de la « situation autoritaire » – au sens où l'entend Guy Hermet –, situation autoritaire qui avait prévalu depuis les années 1910, sous différents avatars institutionnels, et dont l'avait dégagée l'alternance politique de 2002, au profit de l'AKP. Elle renoue avec l'ingénierie de l'« Etat profond », à commencer par cette préfiguration des procès de Moscou qui avait

¹ M. D. Baer, *The Dönme. Jewish Converts, Muslim Revolutionaries, and Secular Turks*, Stanford, Stanford University Press, 2010.

caractérisé l'écrasement, par Mustapha Kemal, de son opposition et de ses propres alliés nationalistes, suspectés de lui faire de l'ombre, en 1925-1926. La thèse des politistes français qui nuancent l'autonomie proverbiale de l'Etat turc par rapport à la société, et soulignent au contraire la pénétration récurrente de cette dernière au sein des institutions, au risque de leur politisation, s'en trouve également validée². Mais il y a aussi quelque chose de très neuf, dans ce processus de restauration autoritaire, par rapport à l'époque de l'endiguement du communisme et de la guerre froide : son imbrication dans l'économie grise de la région que dominent les pétrodollars de l'Azerbaïdjan et le « quatrième secteur » de la République islamique d'Iran, sur fond de contournement des sanctions américaines à l'encontre de celle-ci³ ; son articulation à la lutte sans merci contre une néo-confrérie islamique très « New Age » et globalisée, dont les relais dans le monde, et notamment en Afrique, passent par les investissements et les affaires d'une fraction du patronat turc⁴.

Le parcours personnel d'Osman Kavala, les chefs d'accusation surréalistes qui lui sont infligés dessinent en creux une autre conception de la cité, et un autre système régional, que ceux des « Etats profonds » auxquels la politique des Etats-Unis, des Etats européens et de la Russie au Proche-Orient a donné un second souffle, après les incertitudes de la fin du xx^e siècle. Ce pourrait être une raison suffisante de le réduire au silence : son itinéraire incarne un autre possible, à commencer par celui d'une mémoire historique qui reconnaîtrait le génocide des Arméniens, l'hétérogénéité humaine de l'Anatolie, la persécution des Juifs dans une République kényaliste qui leur fut moins accueillante que ne le dit le discours officiel, le drame des déplacés, des réfugiés et des expulsés, la souffrance des enfants que les convulsions du siècle ont jetés dans les rues et la déshérence. Osman Kavala, l'homme qui gêne, et empêche d'oublier en rond.

Jean-François Bayart

Béatrice Hibou : Comment apprêhender la vie culturelle en Turquie et son rapport à l'Etat-nation, et plus généralement au politique ?

Ahmet Insel : Les référents culturels, en Turquie, ne sont pas stabilisés : droite et gauche, laïcs et religieux, gens de l'Est et gens de l'Ouest sont en désaccord sur le panthéon des grandes figures culturelles et intellectuelles nationales. En France, un Victor Hugo et un Emile Zola font aujourd'hui partie du bagage littéraire commun, en dépit de leur engagement politique au xix^e siècle ; un auteur comme Bernanos reste politiquement plus marqué, mais sa qualité littéraire est largement reconnue. Il en est de même en peinture d'un Picasso bien que celui-ci ait été communiste. Rien de tel en Turquie, encore une fois, dans le domaine culturel. Si, politiquement, il y a un unanimisme réel ou affiché autour de quelques figures politiques comme Atatürk ou polito-intellectuelles comme Ziya Gökalp, il n'en est pas de même dans le domaine culturel. Ce défaut de consensus autour de figures intellectuelles ou culturelles révèle la profondeur du clivage et l'instabilité des référents dans la société turque. Il est aussi l'une des manifestations de la Kulturkampf qui perdure depuis environ un siècle.

Il est vrai que, depuis une vingtaine d'années, certains clivages commencent à s'estomper. Ainsi, Nazim Hikmet, jadis traître à la nation du fait de son appartenance au parti communiste, est aujourd'hui considéré comme un grand poète national. En revanche Necip Fazil, référence de la droite nationaliste, est moins accepté par la gauche à cause de sa dérive islamofasciste dans la seconde moitié de sa vie.

² B. Gourisse, *L'Etat en jeu. La violence politique en Turquie (1975-1980)*, Paris, Karthala, 2013 et M. Aymes, B. Gourisse et E. Massicard (dir.), *L'Art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2013.

³ Voir F. Adelkhah, *Les Mille et une frontières de l'Iran. Quand les voyages forment la nation*, Paris, Karthala, 2012.

⁴ Voir G. Angey, *Le Mouvement Gülen entre la Turquie et l'Afrique subsaharienne : expériences croisées d'une institution transnationale*, Paris, EHESS, 2017, multigr.

Mais des écrivains et des poètes conservateurs comme Cemil Meriç ou Sezai Karakoç sont désormais appréciés par une partie des laïcs et de la gauche. Depuis les années 1980, la libéralisation économique et le processus de démocratisation des institutions ont favorisé la montée en puissance de la société civile et la reconnaissance de la diversité culturelle de la Turquie. A la toute fin des années 1980, la kurdicité a commencé à être admise, alors que le régime militaire (1980-1983) avait prohibé l'usage de la langue kurde dans l'espace public : les chansons kurdes n'ont plus été interdites à partir de 1991-1992, et ce mouvement s'est amplifié avec le gouvernement AKP après 2002, qui a autorisé l'enseignement du kurde comme cours optionnel à l'école en 2012. En 2009, une chaîne publique progouvernementale, TRT Kurdî, s'est mise à émettre 24h/24 dans les trois dialectes de la langue kurde. Le champ musical s'est progressivement ouvert aux répertoires arménien, tsigane, laze, avec dans ce cas l'apport très important de Kazim Koyuncu, décédé prématûrément mais qui a profondément renouvelé l'expression musicale de sa génération. Il en est de même des Circassiens, encore que de manière plus discrète ; en revanche, les Alévis se sont affirmés avec vigueur, sur le plan tant culturel que religieux, en réaction à l'orientation confessionnelle du gouvernement AKP. Avant les années 1990, l'Etat promouvait une musique populaire très conventionnelle et standardisée, selon une conception assez soviétique du folklore, et sur le mode de l'« invention de la tradition » (Eric Hobsbawm, Terence Ranger). Cependant, cette reconnaissance du pluralisme culturel n'a pas réussi à passer à la sphère politique et citoyenne : le fait culturel kurde est acceptable, mais pas le fait politique.

BH : Comment Osman Kavala s'est-il situé par rapport à cette évolution ? Y a-t-il eu un événement fondateur de ce déclic ou de cette prise de conscience ?

AI : L'implication d'Osman Kavala dans la culture et la vie civique turques épouse de façon emblématique la trajectoire culturelle et politique du pays. Dans la seconde moitié des années 1990, Osman Kavala se désengage de ses activités économiques, qu'il avait héritées de son père, pour se consacrer au mécénat culturel. Il entend porter la voix des sans-voix par le truchement de la culture. Il n'avait et n'a toujours pas de tropisme particulier pour telle ou telle culture subalterne. Il s'est intéressé aussi bien aux Kurdes qu'aux Arméniens, aux Assyro-Chaldéens et aux Grecs qu'aux Tsiganes, ou récemment aux Syriens. Dans le contexte de la crise économique des années 1990 et de l'exode rural provoqué par la quasi-guerre civile dans le sud-est du pays, il a toujours accordé une attention particulière au sort des enfants livrés à eux-mêmes dans les rues des grandes villes. Cette question de l'enfance en déshérence a toujours été cruciale pour lui. Il est vrai que la prospérité économique des années 2000 a momentanément amoindri ce phénomène social. Mais Osman Kavala l'a retrouvé avec l'afflux des réfugiés syriens. Lorsqu'il a été arrêté, le 18 octobre 2017, il venait précisément de participer à un séminaire sur les enfants des rues syriens. Il a suscité beaucoup de vocations, et quelques films, sur ces enfants des rues, non scolarisés, de familles d'origine modeste. Par exemple, dans le cadre de son projet « Héritage culturel syrien pour les enfants », Anadolu Kültür a financé un film d'animation, *Hadia*, qui a obtenu deux prix en novembre 2017 au Festival des films pour enfants de Chicago. Sa réalisatrice, Sinem Sakaoglu, les a dédiés à Osman Kavala, en rappelant que c'était lui qui était venu la chercher pour lui demander : « Y-a-t-il moyen de faire quelque chose pour donner un peu d'espoir à ces enfants syriens éloignés de leur maison ? »

Deux événements ont été fondateurs dans ce tournant philanthropique : la conférence sur l'habitat de l'ONU qui s'est tenue à Istanbul en 1996, et le tremblement de terre de 1999. Le premier a permis aux ONG turques – très peu nombreuses à l'époque – d'entrer en contact avec les grandes ONG internationales et de coopérer avec elles. Le second a assis l'importance des organisations de la société civile en Turquie, qui se sont mobilisées au service des victimes alors que l'Etat se montrait gravement défaillant. Lors de ces deux moments, Osman Kavala a joué un rôle important en nouant des contacts avec les organisations étrangères et internationales, et en orientant leurs actions sur le terrain.

L'expérience du tremblement de terre, notamment, a été décisive. Le contexte politique et international n'y est pas pour rien : en 1999, le feu vert donné à l'ouverture du processus d'adhésion s'accompagnait d'une période de réformes, d'ouverture et d'un afflux de capitaux étrangers. Simultanément, les organisations internationales et les grandes ONG se sont de plus en plus intéressées à la Turquie. Diverses expressions de la société civile s'y épanouissaient alors. Ce mouvement, dont l'apogée se situe dans le milieu des années 2000, s'est poursuivi jusqu'en 2011-2012, avec quelques retombées politiques comme la création du Conseil des sages sur la question kurde au printemps 2013. Dans les années 2000 surtout, un partenariat entre l'Etat et les ONG turques indépendantes a commencé à se développer. Chose inimaginable auparavant. Mais les relations entre ces derniers se sont distendues avec la montée de l'autoritarisme : le gouvernement s'est mis à suspecter les ONG de déstabiliser le pouvoir. Le mouvement de contestation dit de Gezi, en juin 2013, a constitué le point de rupture. D'ailleurs, aujourd'hui qu'Osman Kavala est emprisonné, il est accusé d'avoir financé et organisé les événements de Gezi, dans lesquels les organisations terroristes auraient joué un rôle majeur, alors même que les organisations kurdes s'en étaient tenues à l'écart pour ne pas faire dérailler le processus de paix engagé quelques mois auparavant ! Et les rares procès ouverts contre les figures de proue du mouvement se sont tous terminés par des acquittements.

BH : Comment ont été pensées, conçues ces actions civiques ?

AI : Osman Kavala n'est pas un puritain de la société civile. Il ne mène pas ses actions dans le but de contrer l'Etat mais en relation avec les institutions publiques, qu'il ne considère pas de façon crispée ou frileuse. Il n'est pas antiétatique, bien au contraire. Il a toujours beaucoup travaillé, par principe, avec le ministère de la Culture ou avec les mairies, notamment avec celle de Diyarbakir dès 2003-2004 et pendant un temps avec celle de Kars, dont le centre culturel a malheureusement fermé avec le changement de maire en 2009. Ainsi, Anadolu Kültür a conduit au milieu des années 2000 un projet ambitieux autour du milieu carcéral, forcément avec l'accord du ministère de la Justice, organisant chaque semaine un événement culturel dans une prison turque. Osman Kavala est également très ouvert sur l'international. Contrairement à la gauche nationaliste turque, il ne considère pas la coopération avec les grandes organisations internationales, les fondations allemandes ou américaines, les instances européennes, comme de la compromission et de la soumission au capitalisme et à l'impérialisme... même s'il a toujours fait attention à ne pas travailler avec n'importe quel partenaire.

Osman Kavala est un pragmatique. Il croit à la valeur de l'exemple et au processus d'imitation, et essaie de mener des actions limitées dans des cercles restreints : l'important pour lui est d'impulser une dynamique et de la laisser se développer. Il est profondément démocrate et n'a jamais conçu ces activités au sein de la société civile comme un espace gardé, un lieu à son nom, un espace où apposer sa signature. Au contraire, il est avant tout intéressé à susciter des vocations, à permettre la mise en place de dynamiques, à donner un coup de pouce... C'est ce qui explique que ses lieux d'intervention soient aussi nombreux. Osman Kavala n'est pas seulement présent sur la scène turque à travers Anadolu Kültür, il a participé à la création d'autres organismes, comme la maison d'édition Iletisim en 1982-1983, l'association Helsinki en 1991, la Fondation pour l'histoire en 1991, l'Open Society turc en 2001 ou Depo en 2008 et la radio libre Açık Radyo en 1994. Il a également été très actif dans la transformation du vieux et poussiéreux Comité des études économiques et sociales en Tesev (la Fondation des études économiques et sociales), ainsi devenu un think-tank pro-adhésion européenne et libéral. Surtout, il a participé à toute une série d'initiatives portant sur la paix dans le conflit kurde ; c'est ainsi qu'il a contribué à la création de l'Assemblée pour la paix en 2007, ou à celle du Centre pour la vérité, la justice et la mémoire, en 2011.

BH : Comment ces actions de mécénat et de philanthropie s'insèrent-elles dans la vie politique et sociale ?

AI : Son approche est aux antipodes de la charité. Pour continuer avec l'exemple des enfants des rues, elle va dans le sens d'un *empowerment* des enfants : son action vise en effet à promouvoir les possibilités d'insertion des enfants par les activités artistiques, comme la photo ou le théâtre, car, toujours dans cette idée d'articuler les actions de la société civile à celles de l'Etat, la scolarisation est pour lui affaire de politiques publiques. Son approche est surtout aux antipodes des actions de patrimonialisation, dans une optique communautaire et de muséologisation. La priorité d'Osman Kavala n'est pas la préservation de la culture. Au contraire, le vecteur culturel est pour lui une modalité de développement. Les centres culturels de Diyarbakir ou de Kars mentionnés plus haut ont ainsi pour objet de développer les capacités culturelles des habitants de ces régions, à partir de leurs propres liens avec la société dans laquelle ils vivent. Ils ont explicitement pour ambition de contrer le processus d'assimilation aux normes turques dominantes toujours en cours. Si certaines des actions les plus connues soutenues par Osman Kavala tournent autour des questions mémoriales, le sens de ces activités ne se réduit pas pour lui à leur dimension historique, à une relecture du passé. L'avenir est fondamental, d'où la très forte implication d'Osman Kavala dans tout ce qui est création contemporaine, dans le théâtre, la photo, la musique, les événements, les livres... Ainsi, lors du centième anniversaire du génocide des Arméniens, Anadolu Kültür a organisé et financé un concert pour montrer la profondeur et la place de la musique arménienne dans le répertoire turc. Ce concert a été l'un des moments forts de cet anniversaire. Auparavant, Anadolu Kültür avait été le producteur du film d'animation de Serge Avedikian, *Chienne d'histoire*, qui a reçu la Palme d'or du court métrage à Cannes en 2010.

Reconnaître la pluralité des cultures en Turquie passe par l'animation de lieux de vie et par un enrichissement quotidien de la vie culturelle dans les villes du pays. Les actions en faveur du patrimoine culturel doivent être comprises non pas comme de la préservation, mais comme une modalité de reconnaissance de ceux qui n'ont pas le moyen de le faire, quelle que soit la culture à laquelle ils appartiennent. Osman Kavala n'a pas de parti-pris pour un type de culture plutôt qu'un autre, il ne laisse pas apparaître de tropisme subjectif. Il part du constat de la pluralité culturelle et de sa confrontation à une hégémonie, voire à une domination absolue de normes qui veulent s'imposer comme les seules représentatives de la nation. C'est dans ce cadre, et seulement dans celui-ci, qu'il a jugé le travail mémoriel nécessaire pour libérer la parole et les consciences, pour lutter contre les non-dits du passé. Pour lui, ce travail mémoriel est un moment de confrontation thérapeutique face à la violence résiduelle d'aujourd'hui. C'est en ce sens qu'il a abordé la question arménienne – qui est sans doute son activité la plus connue –, mais aussi qu'il a travaillé sur les Tsiganes ou sur le génocide des Juifs. Il a récemment lancé un vaste chantier sur la mémoire de l'Holocauste, pour faire réapparaître dans l'histoire turque ce pan antisémite occulté, et rappeler que ce crime n'est pas quelque chose de lointain, d'étranger, réservé à l'Europe, mais que l'antisémitisme ambiant en Turquie est une réalité qui s'est concrétisée par des lois. Il entendait ainsi contribuer à battre en brèche une histoire officielle mettant au contraire l'accent sur l'accueil des Juifs persécutés en Europe, et rappeler la réalité des pogroms et des saisies de biens. Tout comme pour la question arménienne, il s'agit moins d'organiser des confrontations que, tout simplement, de soutenir les activités d'apprentissage du passé. Ainsi, le centre culturel Depo a accueilli en 2014, lors du cinquantième anniversaire de l'expulsion des Grecs d'Istanbul, une exposition à la mémoire de cet événement.

BH : Cet engagement en faveur d'un savoir autonome, prenant ses distances par rapport aux interprétations officielles, s'est également traduit par sa contribution à la création d'Iletisim, une maison d'édition dont vous êtes l'un des éditeurs. Pouvez-vous nous dire comment cette activité s'intègre dans cet ensemble d'activités culturelles à dimension politique ?

AI : Cet engagement remonte à loin. Osman Kavala était un étudiant de gauche, et lorsqu'il faisait ses études à Manchester puis à New York, il appartenait à un groupe de sympathisants de la revue *Birikim*. En 1980, cette dernière a été interdite et toute une réflexion s'est développée sur la manière de mener et d'organiser la résistance dans le contexte de la junte militaire. Un premier projet voit alors le jour, celui de la création d'une agence de presse indépendante, *Iletisim*. Lorsque son père meurt subitement d'une crise cardiaque en mai 1982, Osman Kavala propose à Murat Belge et à l'équipe de *Birikim* de rendre opérationnelle cette idée. C'est ainsi qu'*Iletisim* est née, avec l'objectif de remettre en cause l'hégémonie de la junte. Osman Kavala n'a pas de responsabilité au sein de cette maison d'édition et il n'en est pas le propriétaire, contrairement à ce que l'on a pu écrire. Mais il en a soutenu l'initiative, a participé à toutes les réunions lors de la mise en place du projet dans la première moitié des années 1980, et en a soutenu financièrement les activités. Nous avons très rapidement opté pour le principe d'autofinancement, afin de survivre et de garder une ligne éditoriale totalement indépendante.

Depuis trente ans, la maison d'édition vit exclusivement de ses ressources propres. Osman Kavala reste dans la nébuleuse, ainsi que dans celle de *Birikim*, qui a repris ses parutions en 1989. C'est un groupe informel, un réseau d'amitié et de solidarité composé de personnes qui partagent un passé politique et, surtout, un projet social commun. Cette nébuleuse est en ce sens très politique, mais elle ne constitue pas une structure, elle n'est pas organisée en association : c'est davantage une bande de potes qui partagent des idées plutôt que des financements. Pour le public français, je dirais que la ligne d'*Iletisim* est un mixte de *Maspero-La Découverte* (dans son soutien aux sciences sociales engagées), du *Seuil* des années 1950-1960 (maison alors engagée, visible et renommée) et des éditions de *Minuit* des années 1950 (car la dimension littéraire y est également importante), avec une collection phare en sciences sociales, « *Recherches et études* », qui *mutatis mutandis* a le statut en Turquie de la collection « *Bibliothèque des sciences humaines* » de *Gallimard*. Avec environ cinq cents titres, cette collection est la référence pour les travaux de sociologie, d'histoire contemporaine et de sciences sociales du politique pour la Turquie contemporaine. En 1984, une « *encyclopédie de la République* » a été lancée qui, en dix volumes, entendait remettre en cause l'histoire officielle et l'idéologie atatürkiste imposée par les militaires en s'interrogeant sur l'histoire de la République.

BH : C'est donc un engagement politique, autrement, dans la société contemporaine ?

AI : Sans aucun doute, même si Osman Kavala n'a jamais voulu mettre en avant la dimension politique de ses activités culturelles. Il a certes toujours mené, parallèlement, des activités ouvertement politiques, comme le soutien au HDP ou la dénonciation du régime des tribunaux d'exception auprès des parlementaires européens. Sa participation comme membre fondateur à la branche turque d'*Helsinki Citizen Assembly* en 1991 relève de la même démarche. Mais il mène les deux de front, et les deux se complètent sans que l'un ne domine l'autre, et notamment sans que ses activités culturelles ne soient soumises à un quelconque agenda politique. Ainsi, il est clair qu'*Anadolu Kültür* ne promeut pas d'activités politiques.

Il est tout aussi clair en revanche que toutes ces activités culturelles sont politiques, en ce sens qu'elles défendent un point de vue sur la société d'aujourd'hui : ce point de vue, je l'ai dit, est la défense du caractère pluriel de la culture en Turquie à travers le soutien à la pluralité des expressions artistiques et intellectuelles contemporaines. Par exemple, la philosophie défendue au sein de *Depo*, lieu d'exposition installé dans un ancien dépôt de tabac ayant appartenu à la famille Kavala, est fondée sur le renforcement des capacités par l'art et la culture contemporaines. *Depo* a hébergé par trois fois la Biennale d'Istanbul, et il ne cesse d'abriter des installations, des performances, des expositions. Cette inscription de l'art dans la vie immédiate est évidemment hautement politique, mais non dans un sens politicien, plutôt dans un sens d'engagement dans la cité et de valeurs à porter. Ainsi, il est important de souligner que *Depo* a été somme toute bien accepté par le voisinage, au contraire de nombre de galeries voisines de *Tophane*, qui ont été

prises à parti par des résidents irrités par les débordements des vernissages et la flambée de l’immobilier causés par la boboïsation du quartier. Mais ces activités culturelles sont d’autant plus politiques que le pouvoir les considère comme telles, parfois comme dissidentes, parfois comme non conformes, parfois comme dangereuses. D’une certaine façon, si le pouvoir ne jetait pas un voile de suspicion sur ces activités, elles ne seraient pas politiques.

De même, Cezayir est un lieu qui accueille des débats : au départ, dans la seconde moitié des années 2000, quand Osman Kavala a repris la location de cet espace, devenu propriété de la Direction générale des fondations dans les années 1980 – après avoir été celui d’une fondation ouvrière italienne stambouliote dont Garibaldi fut le premier président en 1863 –, il n’abritait qu’un restaurant, dénommé Cezayir. C’était un lieu de l’effervescence intellectuelle du pays parmi d’autres. Mais, à la suite du rétrécissement de l’espace de débat, d’abord avec la cession de l’université de Bilgi à des propriétaires américains puis avec la mainmise du régime sur les universités, qui s’est accélérée après les événements de Gezi, le rôle de Cezayir est devenu central. Pendant un temps, plusieurs activités de tous ordres (à l’exception notable de réunions de partis politiques) s’y déroulaient quotidiennement. Désormais, le rythme a décéléré, du fait des tensions politiques et de l’atmosphère ambiante, mais aussi du déclin culturel de la rue Istiklal, qui s’explique par des travaux permanents et surtout par le changement de la population et de la morphologie du quartier.

Il est totalement invraisemblable qu’Osman Kavala soit incarcéré depuis le 18 octobre dernier pour avoir organisé et financé, en collaboration avec plusieurs « organisations terroristes », les événements de Gezi en 2013, et avoir participé à la préparation de la tentative de coup d’Etat de juillet 2016, « en étroite collaboration avec des agents étrangers » ! Ces accusations sans un brin de début de preuves et cette inculpation ont pour unique but de museler encore davantage la société civile en Turquie et de casser sa résilience, qui irrite particulièrement le pouvoir autocratique. Elles permettent de donner en pâture cette figure de proue de la Turquie ouverte, démocratique, pluraliste et fondamentalement pacifique aux nouveaux associés du pouvoir, des nationalistes xénophobes. Après celle des députés du HDP, des journalistes, des avocats, des universitaires, des militants des droits humains, la mise en détention d’Osman Kavala a été perçue par tous, en Turquie et à l’étranger, comme une étape nouvelle, un changement d’échelle dans l’autoritarisme de plus en plus exacerbé du pouvoir incarné par Tayyip Erdogan.

Osman Kavala, voix culturelle des sans-voix

Résumé

Cet entretien de Béatrice Hibou avec Ahmet Insel, qui a étroitement travaillé avec Osman Kavala depuis la fin des années 1970, retrace le parcours de ce dernier. Figure éminente de la scène et du mécénat culturels en Turquie depuis une vingtaine d'années, Osman Kavala a été arrêté le 18 octobre 2017. Son implication dans la culture et la vie civique turques épouse de façon emblématique la trajectoire culturelle et politique du pays.

Osman Kavala, the voiceless' cultural voice

Abstract

This interview by Béatrice Hibou with Ahmet Insel, who has closely worked with Osman Kavala since the end of the 1970s, goes back over Kavala's career. An outstanding figure of the cultural scene and sponsorship in Turkey for more than twenty years, Osman Kavala was arrested on 18 October 2017. His involvement in Turkish culture and civic life espouses in an emblematic way the cultural and political trajectory of the country.

Mots clés

Arméniens ; culture ; Kurdes ; répression ; société civile ; Turquie.

Keywords

Armenians ; civil society; culture ; Kurds ; repression ; Turkey.